



PROE

Programme régional océanien
de l'environnement

L'environnement océanien, garant de nos modes de subsistance et de notre patrimoine naturel, en harmonie avec nos cultures

PO Box 240, Apia, Samoa

E: sprep@sprep.org

T: +685 21929

F: +685 20231

W: www.sprep.org



Quatorzième Conférence de la Convention de Nouméa Quatorzième Conférence ordinaire des Parties contractantes à la Convention pour la protection des ressources naturelles et de l'environnement de la région du Pacifique Sud et protocoles y relatifs (Convention de Nouméa)

Apia, Samoa

14 September 2017

RAPPORT DU SECRÉTARIAT SUR LES ACTIVITÉS MENÉES DE JUILLET 2015 À JUIN 2017 EN APPLICATION DES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION DE NOUMÉA ET DES PROTOCOLES Y RELATIFS

1. Au cours des deux années écoulées depuis la CdP-13 (2015 et 2016), la Convention de Nouméa a été mise en œuvre dans les domaines suivants :
 - travaux de conservation marine et côtière dans le cadre du Programme de gestion de la biodiversité et des écosystèmes,
 - évaluation de l'impact sur l'environnement (ÉIE) dans le cadre du Programme de surveillance et gouvernance environnementales, et
 - travaux en matière de pollution marine dans le cadre du Programme de gestion des déchets et de lutte contre la pollution.
2. Des conseils juridiques sont fournis dans le cadre des différents programmes, sur demande des pays. Des relations étroites ont été établies afin d'aligner le Cadre pour le paysage océanique du Pacifique, et le Secrétariat est un membre prééminent du Groupe de travail du secteur marin de l'agence du CORP, qui cherche à approfondir la gestion intégrée des terres et océans.
3. La mise en œuvre des protocoles de la Convention relatifs aux déversements d'hydrocarbures et l'immersion de déchets a été menée à bien par le Conseiller Pollution grâce au financement de l'Organisation maritime internationale, qui se concentre principalement sur la pollution marine provenant des navires.
4. Au cours des 12 derniers mois, un accent particulier a été placé sur l'application des objectifs de développement durable (ODD), en soutien à la Conférence de l'ONU relative à l'Objectif 14 de développement durable (Conférence de l'ONU sur les océans).
5. La Convention de Nouméa dispose de deux sources de financement :
 - i) les contributions des Parties (qui financent la Conférence biennale des Parties) ; et
 - ii) un budget de fonctionnement pour les activités menées dans le cadre de la Convention (lequel se compose principalement d'une contribution annuelle des États-Unis d'Amérique au Secrétariat de la Convention).
6. Le PROE continue de collaborer avec le bureau sous-régional océanien du programme des Nations unies pour l'environnement, notamment en ce qui concerne la pollution marine et les débris marins, ainsi que la gestion et la planification de l'écosystème marin et côtier, et la gouvernance environnementale, y compris par le renforcement des ÉIE.

Article 6 : Pollution par des navires

7. Le Secrétariat a aidé sept pays insulaires du Pacifique à développer leurs stratégies nationales de gestion des eaux de ballast. Les eaux de ballast sont de l'eau de mer utilisée par les bateaux pour les aider à se stabiliser et à s'équilibrer. On estime que, chaque année, 7 000 espèces sont transportées tous les jours à travers le monde par les eaux de ballast. Plus de 10 milliards de tonnes d'eaux de ballast sont en effet déplacées par an. Au cours des deux dernières années, le Secrétariat a travaillé en étroite collaboration avec l'Organisation maritime internationale (OMI) pour faire face à la prolifération des espèces marines envahissantes due aux navires internationaux dans la région du Pacifique. La question a été débattue lors d'ateliers spéciaux, organisés grâce au financement de l'OMI à Samoa, Tuvalu, dans les Îles Cook, Tonga et dans la République des Îles Marshall, en Papouasie-Nouvelle Guinée et à Fidji.
8. En partenariat, et avec le soutien financier du ministère des Affaires étrangères et du commerce néo-zélandais et de l'Autorité de sécurité maritime du gouvernement des Îles Fidji (MSAF), le Secrétariat a pu installer des équipements de réponse aux marées noires dans quatre lieux des Îles Fidji, d'une valeur de 750 000,00 NZD. Cette aide a permis au pays de respecter ses obligations de préparation et réponse aux marées noires prévues par la Convention de Nouméa.
9. En 2015, le Secrétariat a travaillé avec un certain nombre de Membres insulaires océaniques et avec l'OMI pour jeter les bases du développement de la première Zone marine sensible (PSSA) de la région, un mécanisme international élaboré par l'OMI pour minimiser ou éliminer les impacts du transport international sur les environnements marins sensibles. En 2016, la Papouasie-Nouvelle Guinée est entrée dans l'histoire en faisant en sorte que le Passage de Jomard soit considéré comme une PSSA - une première pour les îles du Pacifique.
10. La pollution par le transport est réglementée par la Convention MARPOL, qui interdit le déversement de déchets en mer, à l'exception des déchets alimentaires. Entre 2013 et 2015, le Secrétariat a pu analyser plus de 10 000 infractions à la Convention MARPOL par le formulaire GEN6 de rapport d'observateur de pollution CPS/FFA. Les décharges de plastiques représentaient 71 % des incidents. Près de 70 % de ces infractions étaient imputées à des navires battant pavillon de pays pratiquant la pêche hauturière. Les données obloquent vers les navires de pêche à la senne coulissante, qui possèdent des observateurs dans 100 % des pays insulaires du Pacifique et qui représentent la moitié des navires de pêche agréés dans la région de la CPPOC. Sur les 3 104 navires immatriculés en 2013, 1 503 étaient des navires de pêche à la senne coulissante, 252 d'entre eux étant parties à l'Accord de Nauru (PNA).

Article 7 : Pollution d'origine terrestre

11. Au cours de la période 2015-2016, de nombreuses activités visant à faire face à la pollution marine dans la région de la Convention de Nouméa ont été organisées, en particulier pour lutter contre les sources terrestres de pollution marine, qui représentent 80 % de la pollution marine totale. Dans la lignée du Projet pilote sur les débris marins aux Samoa, dans le cadre duquel des barrages à déchets ont été installés sur deux des principales rivières se jetant dans le port d'Apia, un projet similaire a été mené à bien sur la rivière Matanikau, à Honiara, dans les Îles Salomon. Cette mesure entre dans le cadre du projet de protection de la rivière Matanikau, lancé en collaboration avec le ministère de l'Environnement des Îles Salomon, la municipalité de Honiara et les autres parties prenantes. Le Secrétariat a également soutenu plusieurs activités de nettoyage des côtes dans différents pays.
12. Grâce au financement prévu par la Convention de Nouméa, le Secrétariat a pu réaliser une étude sur l'ingestion de plastiques par les poissons dans le Pacifique Sud. Des échantillons ont été analysés dans la région de la Nouvelle-Zélande, des Samoa, de Tahiti et de Rapa Nui. Ils ont

montré que 97 % des espèces testées avaient ingéré du plastique. Ce chiffre est supérieur de 30 % à la moyenne mondiale d'ingestion du plastique, qui s'élève à 67 %. Cette tendance est alarmante, dans la mesure où les habitants des îles du Pacifique consomment quatre fois plus de poisson que la moyenne mondiale des autres citoyens.

Article 8 : Pollution issue des activités d'exploitation du fond marin

13. Un partenariat solide a été créé et maintenu avec le Projet CPS-UE Ressources minérales des grands fonds marins, achevé en décembre 2016. L'expertise du PROE en matière d'évaluation de l'impact sur l'environnement (ÉIE) et d'évaluation environnementale stratégique (ÉES) a été particulièrement valorisée et a contribué à ce que le PROE soit invité à être membre du panel d'experts responsables de l'avant-projet du Cadre régional océanien de gestion environnementale pour l'exploration et l'exploitation des ressources minérales des grands fonds marins et des Directives sur la recherche scientifique relative aux ressources minérales des grands fonds marins, publiés en 2016. Les opinions du PROE ont contribué à renforcer les sections sur l'ÉIE et l'ÉES de ces publications. Le PROE a également organisé des présentations sur l'ÉIE, l'ÉES et l'évaluation des risques, ainsi que sur les bonnes pratiques environnementales et approches de précaution, lors de l'Atelier sur l'environnement régional du Projet CPS-UE ayant eu lieu à Fidji en octobre 2016. Ces présentations ont permis au PROE de promouvoir ses Lignes directrices ÉIE régionales, ainsi ses actions de renforcement de capacité nationale et soutien technique régional (cf. Article 16 ci-dessous). Elles ont été bien reçues par les représentants des gouvernements nationaux présents lors de l'atelier.
14. Le PROE a rédigé une étude, en collaboration avec la CPS, sur les mesures nécessaires pour renforcer le processus ÉIE dans les pays insulaires océaniques et gérer de manière efficace le développement du Projet CPS-UE. Cette analyse a été publiée en 2016 dans le journal *Marine Policy*, et ses conclusions ont été utilisées comme fondement technique des interventions des pays insulaires du Pacifique au cours des réunions préparatoires du développement d'un instrument international juridiquement contraignant en vertu de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale.
15. En janvier 2017, le PROE a demandé un statut d'observateur à l'Autorité internationale des fonds marins (ISA), et a insisté sur son mandat environnemental unique au sein de la région du Pacifique, et son large portefeuille de responsabilités maritimes, notamment en matière d'observation et surveillance océanique, acidification des océans, protection des espèces menacées et migratrices, réduction de la pollution marine et des débris marins et protection de la biodiversité au-delà de la juridiction nationale. Le PROE a également souligné ses travaux de renforcement des capacités régionales, grâce à des outils et approches comme l'ÉIE, l'ÉES, la planification spatiale marine, la gestion des écosystèmes et aires marines protégées, particulièrement pertinents dans le cadre de la gestion des ressources et activités dans la région. La demande de statut d'observateur du PROE aurait été approuvée lors de la 23^e réunion de l'ISA, ayant eu lieu du 8 au 18 août 2017. La confirmation officielle est attendue.
16. En mars 2017, le PROE a rendu ses commentaires sur l'accord régional sur l'exploitation minière des fonds marins, rédigé par la CPS. Les commentaires du PROE ont appuyé la nécessité que l'accord traite de l'approche de précaution, le principe du pollueur payeur, la création d'un fonds de pollution, et prévoit des dispositions en ce qui concerne la surveillance indépendante des activités d'exploitation minière des fonds marins. Ils ont également exprimé une certaine prudence quant à l'application pratique des mesures de biodiversité dans ce contexte. Le PROE attend toujours des informations sur l'évolution de l'accord régional sur l'exploitation minière des fonds marins.

Article 10 : Traitement des déchets

17. Le Secrétariat n'a pas reçu de demande d'assistance en matière de traitement des déchets en mer.

Article 11 : Stockage des déchets toxiques et dangereux

18. En 2015 et 2016, le Secrétariat a réalisé une évaluation des hydrocarbures et pesticides utilisés dans 13 pays insulaires du Pacifique. Cette évaluation a été rendue possible par les financements de l'Agence française de développement (AFD) et du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), obtenus respectivement dans le cadre du Projet de gestion des déchets solides et du Projet sur les POPNI. Ce projet a permis l'analyse des importations d'hydrocarbures et pesticides utilisés, des stocks et des pratiques de traitement. Il a également contribué à l'élaboration d'une analyse coûts-avantages des options de gestion, ainsi qu'à la rédaction d'une législation prévoyant la responsabilité élargie du producteur.

Article 13 : Pollution issue des activités minières et de l'érosion côtière

19. Cf. article 8 du rapport du Projet du Secrétariat général de la Communauté du Pacifique intitulé «Les ressources minérales en eau profonde dans la région des îles du Pacifique: un cadre juridique et budgétaire pour une gestion durable» en collaboration avec l'UE.
20. En mai 2017, dans le cadre des ateliers de formation aux ÉIE organisés dans les Îles Cook, le PROE a proposé une séance de réflexion pour soutenir la rédaction de lignes directrices nationales en matière d'extraction de sable. Le PROE continuera de travailler avec le Service national de l'environnement des Îles Cook pour renforcer et finaliser les lignes directrices. Les lignes directrices des Îles Cook en matière d'extraction de sable serviront de modèle pour la région, et reflètent l'accent placé par le PROE sur le renforcement des capacités en ÉIE et le soutien technique apporté à des secteurs de développement spécifiques.

Article 14 : Aires spécialement protégées et protection de la faune et la flore sauvages

21. La division Biodiversité et gestion écosystémique du PROE a lancé des programmes sur les écosystèmes insulaires et océaniques (biodiversité, adaptation écosystémique côtière et marine), et sur les espèces menacées et migratrices. Les activités incluent :

Écosystèmes insulaires et océaniques

- Une évaluation rapide de la biodiversité de la forêt de nuages de Rarotonga a été achevée et les résultats ont servi de base au développement d'un plan de gestion visant à protéger et conserver la forêt de nuages.
- Onze membres de la Table ronde océanique pour la conservation de la nature ont signé le nouvel Accord PIRT symbolisant leur engagement continu et renouvelé dans le travail de la Table ronde et leur soutien pour la mise en œuvre du Cadre pour la conservation de la nature et des aires protégées dans la région du Pacifique insulaire 2014/2020.
- Un soutien a été apporté à l'atelier de renforcement des capacités du CDB sur les objectifs d'Aichi 11 et 12 qui a permis d'élaborer un projet de feuilles de route nationales pour les aires protégées.
- Le programme régional sur les aires protégées du PROE a été lancé lors de la CDB de la CdP13 à Mexico. Ce programme consolide les activités du PROE venant soutenir les membres dans la mise en œuvre de leurs priorités nationales en matière d'aires protégées.
- Les opportunités de carrières, le financement, la formation, les événements, les nouvelles liés aux aires protégées sont également mis à jour sur le portail des aires protégées des îles océaniques (PIPAP) et diffusés via le serveur de liste du PIPAP toutes les semaines.
- Trois modèles participatifs tridimensionnels ont été achevés pour des îles et captages de Tonga (île d'Eua, Vava'u), Fidji (île de Taveuni), Îles de Nauru et Cook (Rarotonga).

- Un accord de coopération sur les projets a été signé avec le PNUE pour un nouveau projet régional PNUE-FEM PROE APA, qui commencera en 2017.
- Des normes ouvertes pour les outils de planification de la conservation ont été présentées aux coordinateurs du projet intégré de l'Alliance FEM-Pacifique sur la biodiversité insulaire et les responsables de la biodiversité concernés des Îles Cook, de Nauru, des Tonga et des Tuvalu.
- Des actions de promotion ont été lancées en ce qui concerne la sensibilisation aux liens entre les services écosystémiques et la biodiversité et le secteur de la production agricole au Samoa et au niveau régional grâce à des ateliers, des manifestations parallèles et le lancement de la publication FAO-PROE-CPS *Intégration des services écosystémiques et de la biodiversité dans la production agricole et gestion dans les îles du Pacifique*.
- Nauru a achevé son premier inventaire des zones humides et également un plan de gestion pour la conservation des zones humides d'Anabar-Ijuw.
- Ces dernières années ont vu une croissance rapide du nombre de désignations d'AMP, avec plusieurs nouvelles grandes aires marines protégées dans les eaux de la ZEE. Le PROE et nos partenaires continuent de renforcer les compétences en matière de gestion de ces aires, bien que mettre en place et mesurer la gestion effective des aires marines protégées soit difficile.
- Le projet de la « Trame bleue pour la biodiversité » a été créé par l'Agence française pour la Biodiversité (AFB, ex-AAMP) afin d'améliorer les capacités de gestion des AMP dans les quatre membres des PTOM du Pacifique.
- Plusieurs pays ont été encouragés à utiliser les outils et procédés de planification spatiale marine au moyen de synergies entre des projets comme EPOG, MACBIO, PACIOCEA et BIOPAMA aux Samoa, Nauru, Tonga, Vanuatu, Îles Salomon, Fidji et Kiribati.
- Des formations pour l'utilisation de la plate-forme d'informations spatiales sur l'environnement (ESIS) du PROE et l'application de données spatiales dans les descriptions des biorégions marines et de la planification spatiale marine ont été organisées.
- La réunion de l'Alliance régionale de l'océan Pacifique (AOP) et l'atelier consacré à l'initiative océans durables (IOD) sur la gestion intégrée des océans se sont tenus à Apia en présence des principaux secteurs de l'industrie, des CORP et de tous les Membres du PROE, pour la planification et la gestion multi-sectorielles à l'échelle régionale et des ZEE.
- Les contributions techniques par le Groupe de travail sur le secteur marin et l'Alliance du Pacifique ont permis aux pays d'adopter une position ferme quant aux besoins des PÉID du Pacifique dans les négociations internationales comme les procédures de l'ONU sur les ZADJN et BJN et les Objectifs, cibles et indicateurs de développement durable de l'ONU.
- Des contributions ont été apportées à l'élaboration du Plan de mise en œuvre du programme des Nations Unies pour l'environnement sur les mers régionales, pour répondre aux priorités des Membres du PROE sur les océans et les récifs coralliens.
- Un soutien a été prévu pour l'élaboration du Cadre d'actions 2017 dans le cadre du partenariat international pour le carbone bleu, afin d'identifier des stratégies qui bénéficieront aux Membres du PROE dans la gestion de l'environnement marin et côtier (FPO - Actions 5D, 6A, 6B).
- Un mémorandum d'entente de partenariat a été signé et commencé avec le Centre britannique des sciences environnementales, halieutiques et aquacoles (Cefas) avec une aide fournie au Vanuatu pour la surveillance de la qualité de l'eau du littoral.
- Cinq nouveaux stagiaires de pays Membres du PROE ont achevé le Programme de bourses pour la gestion des récifs coralliens 2016 qui s'est déroulé dans le Parc marin du récif de la Grande barrière de corail.
- L'atelier du GCRMN (Réseau mondial pour la surveillance des récifs coralliens) du Pacifique a été organisé avec le PNUE et le CRILOBE pour élaborer une base de données et identifier les

principaux problèmes pour créer un statut des récifs coralliens des Îles du Pacifique et une mise à jour des tendances.

- Une aide a été apportée aux Kiribati, aux Palaos et à Vanuatu afin de mettre à jour les données relatives aux sites Ramsar et identifier des zones humides prioritaires pour une future désignation Ramsar et une meilleure gestion.
- Des conseils ont été offerts aux pays du Pacifique parties aux négociations et délibérations de la Convention de Ramsar lors de la CdP13.
- Une aide est apportée en matière de promotion et coordination des activités de célébration de la Journée mondiale des zones humides organisées dans la région.
- Un soutien a été offert aux Kiribati, à Niue, aux Tonga et à Vanuatu dans le cadre des préparatifs à leur adhésion à la Convention de Ramsar. Une assistance a été apportée à la République des Îles Marshall afin de mener à bien des consultations publiques et des études de terrain sur la désignation de leur seconde zone humide d'importance nationale, l'atoll de Namdrik.
- Des activités de gestion des bassins hydrauliques, gestion des déchets et approvisionnement en eau ont été lancées dans la province de Choiseul, aux Îles Salomon.
- Une analyse coûts-avantages du projet d'adaptation écosystémique a été réalisée pour Lami Town (Fidji), un outil technique de synthèse ayant été utilisé pour les petits états insulaires.
- L'analyse et la cartographie de l'écosystème et de la résilience socioéconomique (ESRAM) sont achevées pour Port Vila, afin de déterminer les options pour l'adaptation écosystémique au changement climatique.

Espèces menacées et migratrices

- Un Responsable pour la conservation des requins et des raies a été nommé et un accord conclu avec des Pew Charitable Trusts pour promouvoir la conservation des requins et raies par les membres du PROE.
- La conférence Blue Days a été organisée en Polynésie française pour promouvoir la conservation des espèces menacées en soutenant le développement d'opportunités d'écotourisme pour les communautés.
- Le programme NZODA de protection des tortues a responsabilisé les communautés de Fidji, Kiribati et des Îles Salomon.
- Un accord de principe a été conclu avec l'UE pour soutenir un programme de cinq ans visant à atténuer les prises accessoires des tortues au cours des pêches commerciales.
- La CITES de la CdP 17 a répertorié neuf espèces de raies mobula, quatre espèces de requins et la famille Nautilidae dans l'Annexe II.
- Les Tonga ont rejoint la CITES comme 183^e État partie.
- La réunion préparatoire à la CdP à la CITES/CDB pour les Parties du PROE a été un succès. Accueil d'un atelier sur les requins du Pacifique pour les États parties du Pacifique à la CITES axé sur les mesures de conservation et de gestion à mettre en lumière dans le Plan d'action révisé sur les espèces marines
- Les raies mobula ont été désignées dans la réunion des signataires du Mémoire d'entente de la CMS sur les requins au Costa Rica.
- Les activités de l'année de la baleine ont été lancées et mises en œuvre.

Espèces envahissantes

- Le projet de l'Alliance FEM-Pacifique « Prévention, gestion et contrôle des espèces envahissantes dans les îles du Pacifique », a été achevé et a fait l'objet d'une évaluation satisfaisante, avec plus de 100 initiatives portant sur les espèces envahissantes dans neuf pays au cours des cinq dernières années.

- Le Conseil du FEM a approuvé le projet FEM 6, visant à renforcer les capacités régionales et nationales pour réduire l'impact des espèces exotiques envahissantes sur la biodiversité d'importance mondiale dans le Pacifique.
- Des projets de contrôle et éradication des rats ont été lancés à Tonga, et ont résulté en une augmentation significative du siffleur des Tonga Vava'u endémique du Mont Talau, Îles de Vava'u, et des oiseaux de mer nichant dans les Îles Malinoa et Motutapu des Îles Tongatapu.
- Des projets de restauration ont été menés à bien à Samoa et ont permis d'obtenir des écosystèmes plus résilients grâce à la gestion des plantes envahissantes et la revégétalisation des arbres autochtones. Trois espèces de mauvaises herbes sont quasiment éradiquées dans les Îles Cook et à Niue.
- Des stratégies et plans d'action nationaux en matière d'espèces envahissantes ont été achevés dans les Îles Cook, Micronésie, Kiribati, Îles Marshall et Wallis-et-Futuna.
- Les *Recueils de livres sur la lutte contre les espèces envahissantes* du Pacifique comprenant les neuf premières publications des problématiques communes des espèces envahissantes dans le Pacifique ont été développés.

Article 15 : Coopération dans le cadre de la lutte contre la pollution dans les situations d'urgence

22. Cf. article 6 ci-dessus.

Article 16 : Évaluation de l'impact sur l'environnement

23. Des Lignes directrices régionales relatives aux évaluations d'impact sur l'environnement (ÉIE) ont été présentées lorsque de la 26e réunion du PROE aux Samoa en 2015, et lancées lors de la 27e réunion du PROE à Niue en 2016. Elles sont désormais publiées en anglais et en français. Les lignes directrices établissent un cadre complet de formation et renforcement des capacités dans les ÉIE dans la région, et sont utilisées comme outil d'aide à la mise en œuvre des exigences juridiques actuelles en matière d'ÉIE et de promotion des bonnes pratiques des ÉIE dans le cadre de nombreux projets et secteurs économiques de la région du Pacifique. Les lignes directrices régionales des ÉIE intègrent des modèles et listes de vérification utilisées par les pays insulaires du Pacifique pour actualiser leurs procédures internes d'ÉIE et renforcer l'application de celles-ci. Les pays ont indiqué sur les modèles et listes de vérification sont particulièrement utiles à l'examen des applications de développement et à l'analyse des rapports d'ÉIE. La valeur des lignes directrices a également été soulignée par les petits États insulaires en développement du Pacifique, qui utilisent les résultats des ÉIE dans le cadre des négociations sur le développement d'un instrument international juridiquement contraignant en vertu de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale.
24. En 2015, le PROE a organisé des ateliers de formation aux ÉIE aux Samoa (21 participants), Vanuatu (30 participants), Tuvalu (21 participants), en partenariat avec l'Alliance mondiale pour la lutte contre le changement climatique ; le projet des petits États insulaires en développement du Pacifique géré par la CPS, et un atelier sur les ÉIE et la biodiversité aux Samoa (39 participants). En 2016, des ateliers de formation aux ÉIE ont été organisés à Tokelau, atoll de Nukunonu (12 participants), en République des Îles Marshall (RMI) (16 participants), et à Niue (15 participants), en collaboration avec le projet Îles à faible empreinte carbone de l'UICN. En 2017, à ce jour, un atelier de formation aux ÉIE a été proposé dans les Îles Cook (12 participants) et le PROE a organisé une introduction aux ÉIE et un déplacement sur le terrain dans le cadre de la Conférence sur l'environnement insulaire pacifique du Commonwealth des Îles Marianne du Nord. Au quatrième trimestre 2017, une formation aux ÉIE est programmée dans les États fédérés de Micronésie. Généralement, les ateliers de formation aux ÉIE du PROE :

- incluent plusieurs agences gouvernementales pour souligner le fait que les responsabilités en matière d'ÉIE vont au-delà des départements/ministères de l'Environnement et concernent d'autres organes gouvernementaux (par exemple, agriculture et planification, tourisme, gouvernement insulaire local/provincial/externe). Le cas échéant, le secteur privé et des organisations de la société civile ont également participé aux ateliers de formation.
- comporte un aspect important de formation aux ÉIE afin d'encourager les participants à utiliser leurs nouvelles connaissances en matière d'ÉIE pour évaluer les développements existants et les questions environnementales associées.
- soulignent l'importance d'une mise en œuvre efficace des ÉIE afin d'aider les pays à satisfaire leurs engagements et responsabilités dans le cadre des Accords environnementaux multilatéraux auxquels ils sont parties, notamment la Convention de Nouméa.

25. Les principaux résultats de la formation incluent :

- meilleure sensibilisation et compréhension du processus des ÉIE au sein des agences gouvernementales des pays cibles ; développement de lignes directrices en matière d'ÉIE aux Samoa dans le cadre du renforcement des capacités en ÉIE, des lignes directrices régionales du PROE et des commentaires directs du PROE ;
- élaboration d'un organigramme des ÉIE à utiliser comme outil de communication/éducatif auprès du gouvernement et des parties prenantes publiques afin de promouvoir la connaissance et le respect du processus de l'ÉIE ; et
- soutien pour la finalisation des réglementations (procédure d'autorisation et étude d'impact environnemental) environnementales de Niue.

26. Outre la formation aux ÉIE, le PROE a continué de fournir une assistance technique aux pays dans le cadre des principales étapes du processus d'ÉIE, notamment le développement des conditions des rapports d'ÉIE et l'examen de ces rapports. La formation aux ÉIE, accompagnée de cette assistance technique, a aidé à améliorer la confiance des pays dans leurs compétences en gestion et surveillance des ÉIE. Néanmoins, il existe toujours des difficultés dans la mise en œuvre des ÉIE dans la région du Pacifique, notamment un contrôle insuffisant des rapports d'ÉIE, une faible conformité des actions de supervision et d'application et un faible niveau d'engagement et de participation publique aux ÉIE. Le PROE travaille avec les pays membres et les partenaires dans le but d'identifier des méthodes de résolution de ces défis, notamment :

- développer des modèles de conditions pour limiter la portée et améliorer la qualité des rapports d'ÉIE,
- encourager les gestionnaires d'ÉIE à établir des réseaux avec les autres agences gouvernementales et partenaires régionaux pour renforcer la conformité de leurs actions de supervision et application, et
- souligner les opportunités d'implication du public lors des principales étapes du processus d'ÉIE, y compris l'identification, la définition de la portée et l'examen du rapport.

27. En 2017, le PROE a finalisé les lignes directrices d'ÉIE pour le développement du tourisme côtier, qui seront présentées pour approbation lors de la Convention de Nouméa (cf. Point 7.11 de l'ordre du jour). Les lignes directrices d'ÉIE pour le tourisme côtier complètent et renforcent les lignes directrices régionales en matière d'ÉIE, dans le but de proposer des orientations spécifiques au secteur, l'un des plus importants économiquement pour la région du Pacifique.

28. Outre ses travaux en matière d'ÉIE, le PROE a contribué au projet de restauration des services écosystémiques et d'adaptation au changement climatique (RESCCUE) de la CPS, qui explorent des options de compensation de biodiversité et la hiérarchie de la mitigation dans la région du Pacifique. Les compensations de biodiversité et la hiérarchie de la mitigation sont des outils pouvant être appliqués dans le cadre du processus d'ÉIE pour contribuer à gérer et atténuer les impacts du projet. Le PROE travaille également en collaboration avec la Banque asiatique de

développement (BAD), la Banque mondiale et le Pacific Region Infrastructure Facility (Centre d'infrastructure de la région du Pacifique) sur le développement de compétences en protection environnementale et sociale dans la région. La BAD et la Banque mondiale ont invité le PROE à participé et étendre ses connaissances lors d'ateliers régionaux de protection, et la Banque mondiale a utilisé les lignes directrices régionales en matière d'ÉE du PROE comme ressource technique dans le cadre de ses travaux nationaux.

29. En tant qu'entité accréditée auprès du Fonds vert pour le climat et du Fonds d'adaptation, et qu'entité de projet auprès du Fonds pour l'environnement mondial, le PROE dispose désormais de son propre système de gestion environnementale et sociale, un outil important pour la bonne application des projets du PROE dans la région, afin de garantir que tous les risques potentiels environnementaux et sociaux soient gérés de manière efficace.
30. Afin de soutenir davantage la mise en œuvre des ÉIE, le PROE a commencé à élaborer un outil de planification environnementale complémentaire de renforcement des compétences et de sensibilisation à l'évaluation environnementale stratégique (ÉES). En 2016, le personnel du PROE a suivi un séminaire de renforcement des capacités en ÉES organisé par la Banque mondiale dans les locaux du PROE, et a proposé une présentation sur le statut de l'ÉES dans la région du Pacifique lors de la Conférence annuelle de la New Zealand Association for Impact Assessment. La prochaine étape sera de promouvoir la sensibilisation et le renforcement des compétences en ÉES auprès des membres du PROE au moyen de supports ÉES et d'intégration de modules d'ÉES aux ateliers de formation aux ÉIE.
31. Le PROE a lancé un site en ligne - le réseau Pacifique pour l'évaluation de l'environnement (PNEA) - en mars 2017. Le PNEA a été créé pour connecter et soutenir les représentants gouvernementaux travaillant dans le domaine de l'évaluation environnementale, notamment les ÉIE et ÉES. Le PNEA leur permet d'envoyer des questions et des demandes d'aide en matière d'évaluation environnementale directement au PROE, d'accéder à des ressources spécialisées, des modèles et des supports éducatifs, et de se tenir au courant des actualités et événements en matière d'évaluation environnementale. Le PNEA sera approfondi et son utilisation améliorée au cours des prochaines semaines.

Article 17 : Coopération scientifique et technique

32. Le PROE continue de collaborer avec les partenaires afin d'offrir et de recevoir une assistance technique :
 - Les agences du PROE et du CORPS collaborent pour développer des propositions importantes à destination du Fonds de développement de l'Union européenne et obtenir un soutien du FED11 pour le Projet marin de l'Union Européenne pour le Pacifique (PEUMP) et le Programme de Gestion des déchets Pacifique-Union européenne (PacWaste Plus). Le PEUMP couvrira l'atténuation des prises accessoires, la biodiversité et la gestion intégrée des côtes. La contribution de 35 millions € de l'UE à ce projet sera augmenté de 10 millions € grâce au gouvernement suédois. Le projet PacWaste Plus de 35 millions € traitera de la gestion de la pollution et des déchets afin de mettre en place le projet pour un Pacifique propre (Cleaner Pacific 2025), une stratégie intégrée de dix ans ; et viendra compléter le projet PacWaste, achevé fin 2017.
 - Le Secrétariat a également :
 - encouragé plusieurs pays membres à utiliser les outils et procédés de planification spatiale marine au moyen de synergies entre des projets comme EPOG, MACBIO, PACIOCEA et BIOPAMA aux Samoa, Nauru, Tonga, Vanuatu, Îles Salomon, Fidji et Kiribati.
 - aidé à organiser *la réunion de l'Alliance régionale de l'océan Pacifique (AOP) et l'atelier consacré à l'initiative océans durables (IOD)* sur la gestion intégrée des océans ayant eu

lieu à Apia en présence des principaux secteurs de l'industrie, des CORP et de tous les Membres du PROE, pour la planification et la gestion multi-sectorielles à l'échelle régionale et des ZEE

- participé à offrir une contribution technique aux Parties par l'intermédiaire du Groupe de travail sur le secteur marin et l'AOP, qui a permis aux pays d'adopter une position ferme quant aux besoins des PÉID du Pacifique dans les négociations internationales comme les procédures de l'ONU sur les ZADJN et BJN et les objectifs, cibles et indicateurs de développement durable de l'ONU et de se préparer à la Conférence des Nations unies sur les océans.
- En ce qui concerne la pollution maritime et les infractions à la Convention MARPOL par les navires de pêche, le Secrétariat a pu analyser plus de 10 000 infractions rapportées par l'intermédiaire des formulaires GEN-6 de rapport des observateurs régionaux sur la pollution du CPS/FFA remplis entre 2003 et 2015. Cf. article 6 ci-dessus pour plus d'informations.
- En ce qui concerne les rejets de détritiques en mer, le Secrétariat a organisé et accueilli la 39^e réunion du Groupe scientifique dans le cadre du Protocole de Londres et de la Convention de Suva, aux Fidji, en mars 2016. La séance a couvert de nombreuses questions scientifiques relatives au traitement des matériaux de dragage et des navires en mer, des points particulièrement intéressants pour les ÉTIO.

Article 18 : Coopération et assistance technique

33. Le site Internet du PROE est en cours de refonte. Dans le cadre de la Convention de Nouméa, le site Internet a été modernisé afin de faciliter son accès par les parties à la Convention.
 34. Le Secrétariat a aidé les Parties à se préparer pour la *Conférence de l'ONU prévue pour l'Objectif de développement durable 14* en juin 2017. Une aide juridique a été proposée en ce qui concerne les activités et supports publicitaires relatifs à la réunion préparatoire de Suva et à la Conférence de New York. Grâce aux dialogues de partenariat et aux engagements volontaires, les différents événements, affichages, kiosques et partenariats avec les médias se sont montrés efficaces. D'autres informations sur la Conférence sur les océans de l'ONU sont disponibles dans le document 7.1.
-